Compte-rendu du CA des 17 et 18 mars 2025 dans les locaux de Solidaires

Présent-e-s : 20 (8 femmes et 12 hommes).

Pour les organisations syndicales nationales (5 personnes) : Solidaires Finances Publiques (Gérard Gourguechon) ; Solidaires Sud Emploi (Suzanne Bellet) ; SUD PTT (Philippe Cornélis) ; SUD-Rail (Anne Millant, Christian Mahieux).

Pour les Solidaires départementaux (15 personnes) : 14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès, Odette Hervieu) ; 25 Doubs (Yveline Bahy) ; 44 Loire-Atlantique (Jacky Chataigner, Yves Le Lann, Marc Lerbey), 51 Marne et Champagne-Ardenne (Patrice Perret) ; 59 Nord (Didier Delinotte) ; 75 Paris (Geneviève Mérand et Jean-Yves Lefort) ; 91 Essonne (Roland Baille et Catherine Fayet) ; 94 Val-de-Marne (Carine Delhostal, Philippe Barre, Odette Dick-Scherrer).

Excusé-e-s : Denis Turbet-Delof, dont Gérard Gourguechon donne des nouvelles, transmises par Thi Trinh Lescure de Solidaires Finances publiques. Son état s'améliore doucement, mais son côté gauche reste toujours paralysé. C'est lui qui a appelé Thi Trinh pour discuter distinctement (mais lentement tout de même) pendant plus de 30 minutes de la Fonction publique, des ministres de la FP et des DGA côtoyés ensemble, ... Il se sent plus autonome dans sa maison où il se sait en sécurité avec les aménagements réalisés.

Ordre du jour

Approbation des comptes-rendus

Bilan de l'Assemblée Générale de l'UNIRS du 28 janvier 2025

Il s'agit de la première réunion du C.A. après notre AG 2024 du 28 janvier 2025, qui va tirer le bilan de cette AG et voir comment améliorer notre fonctionnement pour l'an prochain.

Présence et participation : présence des structures nationales et des UDIRS. Gestion des interventions, sur le Rapport d'activité, la Motion d'orientation, les propositions de modification du barème des cotisations pour les structures nationales et les structures départementales, les dossiers revendicatifs, l'intervention d'Ophélie pour le Secrétariat National. Gestion de la visioconférence.

Organisation matérielle de l'AG : organisation de l'accueil, organisation de la salle, gestion des horaires, organisation de la coupure du midi (apéritif, repas sur place, etc.), documents distribués aux camarades.

Organisation des débats : envoi des documents en amont de la tenue de l'AG, conséquences du report de l'AG du 11 décembre 2024 au 28 janvier 2025, ordre du jour retenu, rôle de la présidence de séance et du secrétariat de l'UNIRS + Réfléchir à la fixation d'une date butoir pour l'envoi d'amendements à la Motion d'orientation et respect de cette date butoir, question de la gestion des amendements (soit le C.A. les intègre, ou pas, ensuite, soit les structures à l'origine de ces amendements, les maintiennent ou pas, mais, qui tranche ?

Lors de l'AG ? Avant l'AG ? Comment ?) + Retenir l'idée de « Vœux » ou de « Motions d'actualité » à décider éventuellement au dernier moment et donc en dehors de tout mandat des structures présentes en amont.

Élection d'un Bureau / Secrétariat UNIRS

Il s'agit de désigner un Secrétariat / Bureau parmi les membres élus au C.A. par l'A.G. du 28 janvier 2025. Ce secrétariat comme ce C.A. fonctionneront jusqu'à la prochaine AG de l'UNIRS fixée au mercredi 10 décembre 2025, sachant que toute modification est possible en cours d'année. Il faudrait prévoir un ou une camarade pour la trésorerie, avec Carine.

Programme de travail pour les prochains mois

Réfléchir au développement de l'UNIRS : renforcer notre activité là où nous sommes présents et aider à l'installation de nouvelles équipes là où nous sommes jusqu'à présent absents.

Réfléchir à une journée de « formation / information.

Réfléchir aux moyens à retenir pour que des structures départementales et nationales évoluent quant à leur positionnement sur notre droit de vote dans les instances de Solidaires.

Réfléchir aux moyens d'action, aux appels au boycott, etc.

Mise en place d'un groupe de travail sur la situation des personnes retraitées immigrées (droit à la retraite, logement, foyers Adoma, etc.).

Comment mieux valoriser le travail fait dans les CDCA et lien avec les travaux du HCFEA.

Les services publics et les personnes âgées.

Le pouvoir d'achat des personnes retraitées.

La fin de vie.

La « recomposition syndicale » et, plus largement, quel syndicalisme pour aujourd'hui et pour demain ?

Libre échange, protectionnisme et l'accord Mercosur, avec les conséquences sur l'agriculture, etc.

Rappel du calendrier des prochaines réunions du C.A. jusqu'à la prochaine AG du 10 décembre.

Point Trésorerie et sur la campagne de collecte des cotisations 2025. Mise en application du nouveau barème voté par l'AG.

Débat sur la Dette à partir du document rédigé par Anne et précédemment envoyé, avec la présence de Patrick Saurin (camarade retraité membre de SUD-Solidaires BPCE et auteur notamment du livre « *Les prêts toxiques, une affaire d'État* »). À l'issue de ces échanges, il sera possible d'éventuellement enrichir le dossier UNIRS déjà écrit sur la dette et de compléter puis de valider le projet en cours de Note de l'UNIRS également sur la dette.

Actualités des retraité·es et du G9 : réunion du G9 du mardi 18 février à la CGT, journée du 8 mars, préparation de la journée nationale « Retraitées et Retraités » du jeudi 20 mars et les suites possibles, l'argumentaire sur la place des retraité·es en prenant en compte les remarques de l'AG.

Contexte politique, économique, social, syndical, environnemental : réflexion sur l'arrivée au pouvoir de Trump et Musk dans le pays le plus riche et le plus armé de la planète, une nouvelle phase du développement du capitalisme. Nos échanges pourraient déboucher sur la rédaction d'une Note UNIRS à diffuser largement.

Réflexions sur notre développement, notre fonctionnement, notre démocratie interne, etc.

Notre présence dans les CDCA et comment valoriser le travail qui y est fait.

Prochaine rencontre du RSISL, le Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutte en novembre 2025 en Toscane.

Suite de nos échanges sur la Sécurité sociale alimentaire.

Suite de nos échanges sur le contenu du 100 % Sécu.

Approbation des comptes-rendus

Pour le CR du CA du 27 janvier, le Calvados précise que, page 2, le 7 avril est la Journée mondiale contre la marchandisation de la Santé (ce n'est pas la « journée mondiale de la santé » comme il est écrit).

Pour l'AG, page 10, au sujet de vote de la trésorerie, il y avait un contre et seulement deux abstentions.

Ainsi modifiés, les comptes-rendus sont adoptés.

Chacun·e en prend note et ces CR seront modifiés sur le site.

Bilan de l'Assemblée Générale de l'UNIRS du 28 janvier 2025

Gérard Gourguechon précise que cette première réunion du C.A. après notre AG 2024 du 28 janvier 2025, doit tirer le bilan de cette AG et voir comment améliorer notre fonctionnement pour l'an prochain.

Présence et participation : nous étions 65, un peu plus que les années précédentes dont 18 en visio qui, désormais, fonctionne bien. Il y avait 23 départements et 6 structures nationales.

Motion d'orientation : nous avons pris en compte jusqu'au dernier moment des amendements « intelligents » dont il aurait été bête de se priver, mais ce fonctionnement n'est pas satisfaisant, car les délégués ne sont pas mandatés sur les derniers changements.

Principaux éléments des interventions :

Le Calvados (Jean-Pierre Nunès) intervient sur la motion d'orientation pour laquelle il faut fixer une date butoir impérative pour le dépôt des amendements. Les camarades ont été frustrés de ne pas avoir le texte définitif avec les derniers amendements, car cela a une influence sur le vote. Il faut envoyer le texte soumis au vote juste après la date butoir.

Les rapports de trésorerie doivent être envoyés en amont pour avoir un mandat.

Le nombre de départements est important, mais certains ont disparu (34 Hérault, 54 Meurthe-et-Moselle, 69 Rhône) tandis que d'autres apparaissent (32 Gers, etc.).

Le Val-de-Marne (Philippe Barre) demande aussi le respect d'une date butoir. L'AG souveraine peut toujours intégrer un amendement, mais cela demande du temps en AG.

Gérard Gourguechon signale que, jusqu'à présent, il décide seul d'intégrer ou pas les amendements ; ce n'est pas du tout satisfaisant et il faut fonctionner autrement. Il faudrait un CA le lendemain de la date butoir.

59 Nord (Didier Delinotte) suggère la mise en place d'une commission des amendements.

14 Basse-Normandie (Odile Hervieu) : nous vouloir une date butoir, c'est pour savoir ce sur quoi on va être appelé à voter, et pour avoir un mandat de notre AG.

94 Val-de-Marne (Odette Dick-Scherrer) : les orientations peuvent avoir une date butoir car elles

sont stables dans le temps puisque nos revendications bougent peu, une motion d'actualité pourrait compléter.

SUD-Rail (Christian Mahieux): une réunion mixte, en présence et en visio, n'est pas facile à gérer. Quelle suite dans Solidaires de la motion votée sur la place de l'Unirs ?

25 Doubs (Yveline Bahy) est d'accord pour une date butoir, mais 15 jours avant l'AG. Elle s'est abstenue sur les cotisations car elle n'a pas compris la faiblesse de la cotisation des structures professionnelles.

Synthèse de Gérard Gourguechon et décisions discutées au cours d'interventions diverses :

- Une date butoir sera fixée 3 semaines avant et un CA ou une commission se réunira. Dans Solidaires, la commission des amendements nous a posé problème, car elle a intégré un amendement qui modifie une revendication de l'Unirs, que nous ne partageons pas.
- Au cours de la discussion, il est précisé que c'est bien un CA qui décidera des amendements et non une commission. Nous sommes bien conscients que rien n'est parfait.
- Le CA d'avant AG fera en sorte de mettre en débat les amendements qui méritent d'être discutés.
- La motion sur la place de l'Unirs a été mise en évidence sur le site et dans la note quotidienne envoyée à toutes les structures. Nous demandons au Secrétariat National qu'elle soit à l'ordre du jour du prochain CN pour la présenter.

Élection d'un Bureau / Secrétariat de l'UNIRS

Gérard Gourguechon rappelle qu'il s'agit de désigner un Secrétariat / Bureau parmi les membres élus au C.A. par l'A.G. du 28 janvier 2025. Ce secrétariat comme ce C.A. fonctionneront jusqu'à la

prochaine AG de l'UNIRS fixée au mercredi 10 décembre 2025, sachant que toute modification est possible en cours d'année. Il faudrait prévoir un ou une camarade pour la trésorerie, avec Carine.

Gérard informe qu'il a décidé d'arrêter le bureau de l'Unirs en juin et de ne plus venir tous les jours. Patrice Perret n'est pas prêt à venir tous les jours à Paris. Il ne peut pas être présent en même temps à deux endroits pour les retraité·es (manifestation, délégation, conférence de presse, ... à Paris et dans la Marne).

Christian a accepté d'être candidat pour le secrétariat, mais laisse la place si une personne du bureau actuel la souhaite. Christian précise qu'il vient souvent au local mais ne sera pas dans la salle Unirs aussi souvent que Gérard. Christian gèrera toutes les archives mises de côté au local.

SUD PTT (Philippe Cornélis) pose la question de la présence dans le G9.

Réponses : Patrice continuera de s'en occuper et d'y être présent, une autre personne tournante du secrétariat l'accompagnera, elle sera désignée en fonction des ordres du jour.

Trésorier·e adjoint·e ? Il s'agit d'avoir une personne qui se tienne au courant et puisse récupérer la trésorerie en cas de problème, sans tout découvrir du jour au lendemain : Roland Baille suivra aussi la trésorerie et, à ce titre, il est intégré au bureau.

Candidat·es au bureau / secrétariat : Philippe Barre, Roland Baille, Carine Delhostal, Gérard Gourguechon, Christian Mahieux, Anne Millant, Patrice Perret, Denis Turbet-Delof.

Gérard continuera d'être présent au CA après juin, au titre de Solidaires Finances publiques (si son organisation en est d'accord).

Programme de travail pour les prochains mois

Réfléchir au développement de l'UNIRS : renforcer notre activité là où nous sommes présents et aider à l'installation de nouvelles équipes là où nous sommes jusqu'à présent absents.

Patrice Perret, qui rédige la note mensuelle, souhaite qu'une équipe se mette en place pour la rédiger, la corriger. Il envoie actuellement une revue hebdomadaire protection sociale où il puise les informations à 7 retraité·es.

Didier Delinotte (59) accepte de faire partie de cette équipe. À suivre...

Réfléchir à une journée de « formation / information ».

91 Essonne (Roland Baille) a vu que l'UDIRS 80 organisait des journées de formation aux retraitables. Le 91 est intéressé et va demander à Amiens s'ils ont un modèle de formation. Réponse immédiate : Gérard Gourguechon précise qu'il a ce modèle puisqu'il a été invité à une de ces journées à Amiens.

Réfléchir aux moyens à retenir pour que des structures départementales et nationales évoluent quant à leur positionnement sur notre droit de vote dans les instances de Solidaires.

75 Paris (Jean-Yves Lefort) pose le problème de la possibilité d'adhérer à Solidaires, lorsque le département refuse l'adhésion. L'Unirs doit-elle accepter les adhésions individuelles ? Il ne faut pas mélanger la question du droit de vote dans Solidaires et la question de l'adhésion et de la cotisation des personnes retraitées à Solidaires. Il nous faudra aussi encore travailler sur l'âgisme.

Réfléchir aux moyens d'action, aux appels au boycott, etc.

Mise en place d'un groupe de travail sur la situation des personnes retraitées immigrées (droit à la retraite, logement, foyers Adoma, etc.).

- **94 Val-de-Marne** (Philippe Barre) informe des difficultés des immigrés pour le logement, les prestations sociales, ... et souhaite un groupe de travail qui y réfléchit, qui regarde les difficultés dans les foyers. Un·e intervenant·e peut venir à un CA. Deux camarades impliqué·es sur ces problématiques (Verveine Angéli et Jean Louis Marziani) ont donné leur accord pour participer à ce GT. Jean-Yves Lefort de l'UDIRS 75 fait partie de ce GT. Si d'autres personnes sont candidates, merci de le signaler à l'UNIRS.

- **75 Paris** (Jean-Yves Lefort) signale que chaque département a sa politique spécifique, notamment quant à l'obligation de résidence.

- **94 Val-de-Marne** (Odette Dick-Scherrer) trouve la situation aberrante et demande si un député peut intervenir (Philippe informe que Danielle Simonet a déposé un projet de loi).

Décision : Jean-Louis Marziani, retraité qui s'en occupe dans le Val-de-Marne et Philippe Barre, vont solliciter un·e intervenant·e du COPAF pour le CA du 19 juin.

Comment mieux valoriser le travail fait dans les CDCA et lien avec les travaux du HCFEA.

- **Patrice Perret** rappelle que les organisations du G9 qui siègent au HCFEA arrivent à faire prendre en compte certaines de leurs propositions et leur avis critique figure dans l'avis officiel qui n'est pas un appui inconditionnel au gouvernement. Cette instance permet d'obtenir des informations et des statistiques utiles. Il souhaite que l'équipe des membres des CDCA, avec d'autres, étudient les projets d'avis du HCFEA, proposent des amendements, en tirent les éléments intéressant tout le monde.
- **Le Nord** confirme que le CDCA est peu passionnant lorsque le Conseil départemental ne souhaite pas le faire fonctionner. Il informe que Michèle Béarez ne se représentera pas au CDCA et qu'elle ne sera probablement pas remplacée.

Les services publics et les personnes âgées.

- Un document a déjà été diffusé sur les services publics.
- **91 Essonne** (Catherine Fayet) pense que c'est important, dans une période où les services publics, les Ehpad, les associations sont attaqués. Un rassemblement dans le 91 a connu un succès car les retraités sont très impactés par les remises en cause de l'hôpital et du médico-social. Nous devons centrer nos expressions sur les revendications spécifiques des retraités, par exemple le renoncement aux soins. Nous serions plus écoutés par les camarades dans Solidaires.
- **75 Paris** (Jean-Yves Lefort) : la distribution du tract sur la suppression des 10% au Salon des Séniors a suscité de nombreuses discussions sur l'accès au soin, la difficulté de joindre les CPAM et la CAF. La loi grand-âge nous intéresse.

Décision : Anne Millant propose que l'on reprenne le 4 pages d'il y a 4 ans pour l'améliorer et l'actualiser. Il en sera fait ainsi.

Le pouvoir d'achat des personnes retraitées.

La fin de vie.

Nous en avons parlé à l'AG. Le dossier a été adopté et le droit à mourir a été discuté et reviendra dans l'actualité.

La « recomposition syndicale » et, plus largement, quel syndicalisme pour aujourd'hui et pour demain ?

Ce sujet est à l'ordre du jour de Solidaires, suite au congrès. Nous devons en discuter pour déterminer notre position dans les débats au CN.

Libre échange, protectionnisme et l'accord Mercosur, avec les conséquences sur l'agriculture, etc.

Le 100 % Sécu

75 Paris (Jean-Yves Lefort) pense que le sujet va revenir avec le prochain PLFSS. Nous devons réfléchir et préciser ce que nous mettons, ou pas, dans le 100 % Sécu.

International

SUD-Rail (Christian Mahieux) : en dehors du point sur la 6^e rencontre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes qui est traité par ailleurs, Christian Mahieux rappelle que de grosses manifestations de retraités en Argentine sont durement réprimées, ce qui se voit sur des photos et des vidéos. Les contacts grâce au RSISL permettent des échanges rapides.

44 Loire-Atlantique (Jacky Châtaignier) : la nouvelle situation internationale induit de nouvelles problématiques dont le syndicalisme doit se saisir.

Rappel du calendrier des prochaines réunions du C.A. jusqu'à la prochaine AG du 10 décembre.

Patrice rappelle les dates qui ont été retenues par le CA :

- 24 avril (salle 1)
- 19 juin (salle 3)
- 18 septembre (salle 1)
- 16 octobre (salle 1)
- il est ajouté le 13 novembre (salle 3 pour examiner les amendements à la motion d'orientations de l'Unirs, et le 12 novembre serait la date butoir.
- 9 et 10 décembre (grande salle pour l'AG annuelle).

Point Trésorerie, campagne de collecte des cotisations 2025

Mise en application du nouveau barème voté par l'AG.

Pour la trésorière Carine Delhostal, tout va bien. Nous n'avons pas encore reçu la « subvention » de Solidaires, ce qui est, pour nous, un reversement d'une partie des cotisations des retraités dans les structures nationales. Les structures ont compris le nouveau barème.

Carine fait part de l'état des adhésions 2025 :

Solidaires départementaux	2024	2025
02 Solidaires Aisne	5	
04 Solidaires Alpes de Hte Provence	3	3
05 Solidaires Htes Alpes		
07/26 Solidaires Ardèche / Drôme		
08/10/51/52 Solidaires Champagne-Ardenne	7	6
11 Aude	5	
13 Solidaires Bouches du Rhône	13	
14/50/61 Solidaires Calvados, Manche, Orne	75	73
16 Solidaires Charente		
19 Solidaires Corrèze	6	
22 Solidaires Côtes d'Armor	1	0
25 Solidaires Doubs	13	13
27/76 Solidaires Hte Normandie	27	18
28 Eure-et-Loire		
29 Solidaires Finistère	7	
30 Solidaires Gard		
31 Solidaires Haute Garonne		
32 Solidaires Gers	7	6
34 Solidaires Hérault	6	6
35 Solidaires Ille et Vilaine	2	
37 Solidaires Indre et Loire	3	
38 Solidaires Isère	4	0
44 Solidaires Loire Atlantique	20	
45 Solidaires Loiret	23	
46 Solidaires Lot		
49 Solidaires Maine et Loire		
54 Solidaires Meurthe et Moselle		
56 Solidaires Morbihan	1	
57 Moselle	0	0
58 Solidaires Nièvre	1	
59 Solidaires Nord		
59/62 Solidaires UIR 59/62	34	21
60 Solidaires Oise		
62 Solidaires Pas-de-Calais		
63 Solidaires Puy-de-Dôme - Auvergne ?	19	
69 Solidaires Rhône		
71 Solidaires Saône et Loire	19	
73 Solidaires Savoie		1
74 Solidaires Hte Savoie	0	
75 Solidaires Paris	25	
76 Seine Maritime : Hte Normandie		
80 Solidaires Somme	11	13
82 Solidaires Tarn et Garonne	4	
83 Solidaires Var	1	
84 Solidaires Vaucluse	15	
85 Solidaires Vendée	25	
88 Solidaires Vosges	10	
91 Solidaires Essonne	8	7
94 Solidaires Val de Marne	5	
Total Solidaires local	405	167

Organisations nationales	2024	2025
ALTER	30	
SNABF	330	335
SNJ	176	
SNUPFEN Solidaires		220
Solidaires CCRF et SCL	15	14
Solidaires Douanes	22	
Solidaires Finances Publiques	1 557	1 474
Solidaires I.D.D.		
Solidaires Informatique	14	22
Solidaires Météo	90	
Solidaires Sud Emploi	4	4
Sud Aérien		
Sud CAM	450	
Sud Centrale MINEFI		
Sud Chimie Pharma		
Sud Collectivités Territoriales	200	200
Sud Culture et Medias Solidaires	20	
Sud Education	200	
Sud Energie	7	
Sud FPA Solidaires	15	
Sud Insee	14	
Sud Intérieur		
Sud MSA		
Sud Protection Sociale		
Sud PTT	1 300	
SUD-Rail	1 443	1 226
Sud Recherche EPST	25	
Sud Rural - Equipement	5	5
Sud Santé Sociaux	200	
Sud Solidaires BPCE	260	
Sud Travail Affaires sociales		
SUNDEP Solidaires	67	
SUPPER		
Syndicat ASSO	1	
Fédération urbains et interurbains		
SUD SDIS	10	5
Total	6 455	3 505

TOTAL GLOBAL	6 860	3 672
---------------------	--------------	--------------

25 Doubs (Yveline Bahy) : SUD éducation 25 nous verse 350 € chaque année et vient de préciser que c'est au titre de 50 € pour chacun de leur 7 retraités.

Débat sur la Dette

Gérard Gourguechon rappelle le document rédigé par Anne et précédemment envoyé. Il présente Patrick Saurin (camarade retraité membre de SUD-Solidaires BPCE et auteur notamment du livre « *Les prêts toxiques, une affaire d'État* ». Il ajoute que Patrick est, par ailleurs, un spécialiste de la poésie nahuath de l'ancien Mexique (Azteques) qu'il traduit en français.

Anne Millant rappelle que nous avons souhaité nous pencher sur ce sujet car, chaque année, pour boucler son budget, l'État, qui manque toujours d'argent, menace de faire payer les retraités. Nous pensons qu'il est nécessaire de nous exprimer sur ce sujet, et de contredire les mensonges sur la question. Non, la dette de l'État n'est pas comparable à celle des ménages. De plus, il ne faut pas confondre dette (nécessaire pour investir dans l'avenir) et déficit (les dépenses non couvertes par des recettes fiscales). C'est un sujet très technique, et nous ne sommes pas des spécialistes, mais il faut que nous parvenions à expliquer qu'il n'y a pas de problème de la dette, que la dette, c'est du bonheur, car ce sont des investissements pour tou.te.s, et que s'il y a du déficit, il faut mettre à contribution les plus riches par la fiscalité, et non pas les retraités, ni les actifs pauvres. Faut-il annuler les dettes ? Comment fait-on pour que la dette ne soit pas un

outil pour enrichir encore plus les riches, qui peuvent investir, puisqu'ils échappent à l'impôt ? Comment fait-on ?

Patrick Saurin se présente comme un autodidacte qui n'a pas suivi de formation économique. Il a lu le document Unirs. Il conseille le livre « *Pulsion* » de Frédéric Lordon et Sandra Lucbert (qui a écrit « *Le ministère des contes publics* » : la dette publique c'est mal, ce qui résume bien la situation). Nous avons, il y a 10 ans, réalisé un rapport collectif. Patrick a été mis sur la touche dans la BPCE lorsqu'il a refusé de vendre des emprunts toxiques au taux illégal, élevé. Ce rapport d'une centaine de pages compliquées à lire, a été peu regardé, ce qui a incité à rédiger des plaquettes grand public accessibles au plus grand nombre. L'approche ne reste pas sur la dette publique mais s'étend à l'audit citoyen : la dette sert l'intérêt général ou des particuliers ? Les dettes peuvent être odieuses (en violation des droits), illégales, illégitimes, insoutenables non remboursables (ce qui s'est produit pour plusieurs pays, avec un rapport de forces).

Patrick Saurin présente la plaquette : Qu'est-ce que la dette publique ? D'où vient-elle ? À qui profite-t-elle ? Elle figure en annexe.

Principaux éléments de la discussion :

59 Nord (Didier Delinotte) : quelles sont les conséquences de la décision de Nixon prise en 1971 de déconnecter le lien entre l'or et le dollar ? La dette est-elle couverte par l'épargne ? La dette, c'est aussi un marché spéculatif.

44 Loire-Atlantique (Jacky Chataigner) : Fillon se disait à la tête d'un État en faillite en comparant les dettes d'un état et d'un ménage. Il existe des prêts à taux faible ou négatif car cela rapporte. La dette, ce n'est pas un trou noir ; elle peut venir d'investissements utiles, dans des secteurs que les libéraux n'ont pas privatisés. Il faut faire fonctionner les services publics. Pourquoi un déficit limité à 3 % du PIB et non 2 ou 4 ? Ils vont trouver 800 milliards pour armer l'Europe et hier nous étions en cessation de paiement !

91 Essonne (Roland Baille) remercie Patrick pour la clarté de l'exposé. En quoi une dette publique est-elle moins importante qu'une du privé ?

SUD-Rail (Anne Millant) : voici quelques années, on annonçait une grosse crise économique que l'on n'a pas vu. Sarkozy, en 2008, à la suite de la crise des subprimes, se glorifiait de l'État providence, en France, et du « volant social » qui avait permis que les Français ne subissent pas la crise au même niveau que les USA, avec des faillites, des ruines et une explosion de la misère. Et pourtant, ce soi-disant État providence (c'est-à-dire nos impôts et nos cotisations), les gouvernements successifs, depuis (et avant) n'ont eu de cesse de le broyer. Aujourd'hui, pour trouver de l'argent pour la guerre, les capitalistes sont prêts à puiser dans le livret A (normalement consacré au logement), les assurances-vie (les règles ont été modifiées, mais ils ne peuvent toucher aux anciens contrats) - mais pas augmenter les impôts.

Gérard Gourguechon demande pourquoi l'État ne peut pas emprunter à la banque centrale. Avant, la « planche à billets » permettait de payer. On nous serine sur la dette à ne pas laisser aux enfants, mais l'État paie les intérêts aux banques, les enfants des banquiers vont hériter du positif : les enfants des pauvres héritent de dettes publiques et les enfants des riches héritent de créances sur

l'État. Les très riches sont sous imposés, fraudent avec les paradis fiscaux, bénéficient de baisses d'impôts car il faut attirer les capitaux pour investir, créer des emplois, etc. Du fait du manque de recettes, les États sont en déficit. Ils doivent emprunter, et ceux qui prêtent, ce sont les riches avec les profits qui n'ont pas été imposés. C'est le problème de la liberté de circulation des capitaux.

94 Val-de-Marne (Philippe Barre) remercie Patrick. D'autres choix sont possibles. La socialisation des banques est une bonne idée sympathique. Jusqu'où se battre en Europe pour retrouver une souveraineté ? Que peut-on réellement gagner et qui est à portée dans le rapport de forces actuel ?

Patrick Saurin répond à cette première série de questions :

- La déconnection entre l'or et le dollar a joué surtout sur les échanges, cela a pu jouer et avantager des pays. Le déséquilibre recettes / dépenses de chaque année, joue ponctuellement. Le fait que le dollar reste la monnaie internationale donne un avantage énorme aux USA.
- Au Japon, la dette nationale est détenue à 100 % par les Japonais, elle est très élevée mais ne pose pas de problème.
- Des prêts spéculatifs ont eu lieu mais les banques étaient assurées contre les risques par des banques de contrepartie. Au final, ce sont les citoyennes et les citoyens qui ont supporté l'augmentation de la dette.
- Fillon et l'État en faillite : la comparaison avec la dette des ménages est mensongère car l'État n'est pas obligé de rembourser sa dette.
- Les banques ont pu emprunter à taux négatif à la BCE, car à l'époque la BCE voulait une relance de l'économie et il n'y avait aucun risque d'inflation. La paupérisation de l'État est entretenue pour justifier des privatisations, comme aux États-Unis actuellement. En France, Macron disait qu'il n'y avait pas d'argent « magique » puis a mis en place le « quoi qu'il en coûte ». Il faut financer les cadeaux par l'emprunt : une réforme fiscale est nécessaire.
- Une banque publique pourrait ne pas faire payer des intérêts à l'État, la privée doit faire du profit, elle est plus chère. C'est notamment pour ça qu'il est préférable d'avoir des banques socialisées.
- Dans le capitalisme, une crise arrive toujours, le système fonctionne sur des crises et qu'il s'efforce de résoudre pour avancer. La crise de 2008 a été surmontée grâce à de vastes plans d'aide financés par des économies réalisées sur le dos de la population. La fin de la Seconde guerre mondiale a vu les nationalisations de grands services et d'entreprises, grâce au rapport de forces à l'époque.
- Cotisation et salaire différé : le salarié voit l'immédiat et préfère de l'argent tout de suite plutôt qu'une cotisation, un salaire différé qui n'est utile que plus tard.
- Les banques privées sont les copines de l'État : elles verraient bien un livret dédié à « l'effort de guerre » (alors que nous ne sommes pas en guerre, mais il faut faire peur). Notre vigilance doit rétablir la vérité.
- Le service public bancaire socialisé aurait permis la consultation de la population, le choix d'un effort de guerre serait discuté.
- Le rôle de l'État au niveau de la BCE : la BCE a été construite pour être statutairement indépendante des États et ne pas subir leur contrôle. Pour les théoriciens libéraux, elle est le gendarme qui contrôle l'inflation qui est une ennemie, le social et l'environnement sont absents. Le point de vue de l'Allemagne, qui s'est imposé aux autres États de l'UE, est que la BCE ne devait pas prêter directement aux États mais aux banques privées, charge à elles de prêter ensuite aux États en prenant une marge au passage. L'État serait ainsi moins tenté par l'inflation, or le contrôle de la BCE n'a aucun effet sur le montant prêté. Les banques centrales nationales de la zone euro émettent des euros et la BCE agit sur les crédits en jouant sur les volumes et les taux. Un État ne peut pas emprunter à la BCE, il doit passer par les banques privées, il faut changer le système. Les riches prêtent aux banques et gagnent des intérêts. Les enfants des pauvres héritent d'une dette et les riches d'intérêts à venir.
- Propositions : un contrôle des capitaux pour interdire l'évasion fiscale, des mesures pour supprimer l'optimisation fiscale, enfin l'interdiction de la spéculation ; un service public bancaire au service de l'intérêt général et qui finance les États. La socialisation du système bancaire est maintenant reprise en partie par LFI. La plaquette CADTM sur la dette publique en cours d'élaboration sera envoyée aussi aux partis politiques.

Deuxième série de questions :

SUD PTT (Philippe Cornélis) demande pourquoi une banque socialisée aurait des coûts moindres. Devrait-elle s'aligner sur le privé ? Les cadeaux et exonérations fiscaux font croître les dividendes, y mettre fin est-il possible sans différencier les entreprises pour ménager les petites ? Le capitalisme tente de se récupérer sur les salarié·es.

44 Loire-Atlantique (Jacky Chataigner) pense qu'il serait pédagogique de dire que la dette ne sera jamais remboursée comme la dette allemande en 1953. Le CADTM était orienté tiers-monde, on ne parle plus des institutions multilatérales, notamment le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, qui entravent le développement du monde. La Grèce,

prise dans l'étau, a capitulé. L'Ukraine pourrait bénéficier d'une annulation de sa dette, mais on n'en cause pas. L'instrumentalisation comme un épouvantail pour justifier les politiques austéritaires et de casse des services publics.

91 Essonne (Catherine Fayet) : la dette augmente en France, le « quoi qu'il en coûte » devait supprimer 30 % de la dette des hôpitaux, qui ont ensuite dépensé plus avec les mesures du Ségur et on leur demande encore des économies. Les collectivités territoriales sont touchées, ce qui a des conséquences sur la population précaire.

Patrick Saurin répond à cette deuxième série de questions :

- **Banque publique moins chère ?** Elle ne verse pas de dividende aux actionnaires, elle a aussi des coûts mais n'a pas de publicité très chère, ses produits sont simplifiés, le gain humain vient de l'absence de stress et de concurrence. Ainsi, un dossier de prêt serait instruit dans un seul établissement et non dans plusieurs mis en concurrence, il y aurait donc un gain de temps.

- **Les cadeaux fiscaux** profitent essentiellement aux grosses sociétés et aux riches contribuables. Un rapport démontre que la plupart de ces cadeaux sont des dépenses inutiles et non efficaces !

- **Un État peut-il ne pas rembourser sa dette ?** Oui, cela a été le cas pour l'Allemagne en 1953. L'État ne rembourse jamais, il fait rouler sa dette en empruntant à nouveau pour rembourser le ca-

pital, il ne paye que les intérêts. Il pourrait annuler la dette à certaines conditions, ce qu'aurait pu faire la Grèce sur la partie illégale, illégitime de celle-ci comme le suggérait la Commission internationale qui avait procédé à l'audit de la dette grecque, mais Tsípras n'a pas retenu cette solution, il a craqué sans aller au rapport de force et sans respecter le vote de la population. Le site du CADTM parle de tout cela mais cela n'est pas relayé plus largement. La dette Ukrainienne pourrait être annulée.

- **Les dettes des hôpitaux et collectivités territoriales** sont en grande partie la conséquence d'un désengagement de l'État qui, pour limiter cette dette, met en place des coupes dans les dépenses de soins et les dépenses à vocation sociale des collectivités territoriales.

Troisième série de questions :

- **75 Paris (Geneviève Mérand)** : comment recréer un rapport de forces ? une autre société ? déconstruire le discours des personnes ne voulant rien changer, discours relayé par la presse des puissants ? La population fatiguée et méprisée regarde la presse le soir pour se reposer et subit leur propagande. Il faut militer, discuter longuement, demander « pourquoi tu penses cela ? ». Il faut reconstruire le syndicat, penser en lutte de classes, construire un rapport de forces. On tente de le faire, mais on recule constamment. Comment on fait pour que ça passe ? Comment créer le rapport de forces ? nous connaissons les causes, la division de la gauche, la baisse du taux de syndicalisation et de l'implication. Nous avons les outils de l'information, de la formation, de la culture (Manouchian et d'autres écrivaient) que nous devons porter, par exemple par les activités culturelles des CSE.

- **75 Paris (Jean-Yves Lefort)** : la composition de l'endettement est importante, ce sont les recettes qui baissent et non les dépenses qui augmentent. Les collectivités territoriales empruntent pour leurs investissements et n'ont aucun moyen depuis la suppression de la taxe d'habitation. L'État a un patrimoine, pas seulement une dette. Pour le financement de la dette des États, la BCE décide de tout, il n'y a plus les grands instituts qui finançaient. Les emprunts d'État ne sont pas interdits. Le taux d'épargne est élevé.

- **75 Paris (Geneviève Mérand)** insiste pour porter la bataille culturelle. L'école publique sciemment détruite, est « pensée », notamment dans les lycées techniques, pour « fabriquer » une classe ouvrière qui ne pense pas.

- **SUD-Rail (Anne Millant)** : des arguments très intéressants ont été développés ici, que l'on pourra mettre en avant dans nos communications : « la dette, c'est mal », par la possible annulation légale de certaines dettes, par la pertinence d'expliquer que la dette qui est une construction, et qu'elle peut être gérée autrement, par l'audit citoyen sur l'annulation de la dette, par la possibilité de déconstruire les discours, souvent contradictoires, que l'on nous tient sur la question.

Patrick Saurin répond à cette troisième série de questions :

La CADES (Caisse d'amortissement de la dette sociale), qui devait être provisoire, est maintenant définitive. Nicolas Da Silva a écrit excellent un livre, *La bataille de la Sécu*. Le saccage des hôpitaux et des collectivités territoriales est accéléré par leur regroupement dans de grosses structures (par exemple les métropoles) plus opaques et plus éloignées des citoyennes et des citoyens.

La loi du 3 janvier 1973 sur la Banque de France précisait les conditions et les règles autorisant l'État français à emprunter à la Banque de France, elle a été mal interprétée car la loi de 1973 confirmait la possibilité ancienne pour le Trésor d'obtenir des avances auprès de la Banque de France. Ce qu'il faut retenir, c'est que les politiques successives de

ces cinquante dernières années ont substitué un financement de la dette de la France par le circuit du Trésor à un financement par les marchés financiers et ont placé le pouvoir de décision entre les mains de la BCE. La caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL) a été privatisée, puis cotée en bourse, puis transformée en Dexia qui a fait faillite. La CAECL fonctionnait bien puis ça a été la course aux profits et la faillite provoquée par les activités spéculatives de Dexia et les prêts toxiques.

L'épargne : le livret A finance en partie le logement social. Un service public bancaire socialisé pourrait décider de l'utilisation de l'épargne collectée (par exemple le financement de la transition écologique).

Décision : le projet de texte sera enrichi des apports de ce jour, chacun·e y réfléchit et envoie des amendements à Gérard.

Actualités des retraité·es et du G9

La réunion du 18 février s'est tenue dans les locaux de la CGT, de 14 h à 16 h 30, en présence de toutes les organisations, sauf FO, absent depuis le désaccord sur la procédure de préparation du 20 mars (Gérard Gourguechon et Patrice Perret pour Solidaires).

- **Pour le 20 mars**, les 8 organisations ont décidé un tract et ont surtout préparé la manif de Paris : le parcours, la conférence de presse, les demandes d'audience au ministère de la Santé et au Premier ministre.
- **Tract sur la dette** : Solidaires (Gérard) envoie un projet.
- **Un tract est adopté pour 8 mars**.
- **La note argumentaire** proposée par Solidaires (Patrice) contre les prétendus « avantages et privilèges » des personnes retraitées est adoptée sous réserve d'une présentation qui permet une

lecture facile. À noter qu'elle a été enrichie par des remarques effectuées pendant l'AG de l'Unirs.

- **Suivi de deux textes en cours d'examen** : le G9 doit échanger sur ce que nous entendons par « 100% Sécu » et sur la situation des personnes retraitées.
- **Compte-rendu de la réunion du HCFEA du 13 février** : le G9 a donné son avis sur le Service Public Départemental de l'Autonomie. Le HCA va travailler sur l'engagement syndical à la retraite et le lien entre autonomie et engagement. Prochain sujet à partir d'avril : les EHPAD.
- **Envoyer un droit de réponse aux journaux nationaux** critiquant les retraité·e·s ? L'idée sera discutée lors de la prochaine réunion.
- **Prochaine réunion** : mardi 8 avril 2025 à 14 h dans les locaux de la FGR-FP.

Ensuite, plusieurs départements nous ont fait part de difficultés dans la préparation du 20 mars, avec des décisions unilatérales de la CGT, parfois annoncées publiquement dans un tract CGT distribué sur les marchés avant la réunion locale du G9. La discussion permet de préciser les choses et de dire comment des « discussions franches » ont réglé, ou pas, les problèmes.

Le 12 mars, la conférence de presse sans presse s'est transformée en réunion dans les locaux de la FSU (Gérard Gourguechon pour Solidaires). CFE-CGC et LSR étaient excusées, FO était absente, ce qui est logique puisqu'elle n'appelle pas au 20 mars. Voici les points essentiels abordés :

- **Demandes d'audience :** la FSU a relancé plusieurs fois. Il est possible que nous ayons une audience au ministère de la Santé, mais nous ne serons pas reçus à Matignon. Nous le ferons savoir à la presse.
- **État des mobilisations :** la CGT a recensé 60 bus, les manifestations se situent souvent au niveau des anciennes régions, parfois au niveau d'un département. L'UCR-CGT est intervenue auprès de sa confédération pour dire qu'il fallait que le 20 mars reste une journée des « retraitées et retraités » et il en sera ainsi certaines UD ont décidé de soutenir les actions des retraité·es.
- **Le 20 mars en Île-de-France et à Paris,** la CGT signale qu'il n'y a pas encore de réponse de la préfecture pour le rassemblement à École militaire, puis la manifestation jusqu'au ministère de la Santé, puis la manifestation jusqu'à Varenne. Après échanges, il est décidé que chaque organisation vient avec son matériel, sa

banderole, son « ballon », sa camionnette, etc. La CGT va rapporter la banderole unitaire ancienne. Il y aura un « carré de tête ». Une délégation sera probablement reçue au ministère de la Santé. Le compte-rendu de cette rencontre sera fait au rassemblement final de Varenne. L'ordre de la manifestation sera : CGT, puis Solidaires (les camarades ne veulent plus être à chaque fois les derniers pour un service d'ordre qui n'est jamais nécessaire), puis la FSU, puis la FGR-FP, etc. Il y aura une intervention par l'UCR-CGT au nom des huit organisations. Il est probable qu'il y aura la présence des responsables de plusieurs organisations (CGT, FSU, Solidaires, etc.) qui prendront la parole. Le soutien des actifs est aussi la marque que nous faisons partie du monde du travail.

Au cours de cette réunion l'UNIRS Solidaires a signalé que, dans plusieurs départements, ça a « frotté » avec les camarades de la CGT qui « ne la jouaient pas tellement unitaires », alors que, dans la période dans laquelle nous entrons, les revendications sociales doivent s'exprimer avec force de façon unitaire. Pendant la guerre, la lutte de classe continue et Macron reste le président des riches. Il nous faut mener des batailles culturelles, et ce que nous voyons actuellement aux États-Unis est notamment la marque de plein de batailles culturelles perdues, peut-être même car elles n'ont pas été menées. Il est par ailleurs rappelé qu'à la demande de la CGT, il avait été décidé de rédiger une « Note » sur la dette, que Solidaires a envoyé un texte qu'il nous faudrait donc travailler ensemble, puisque nous venons de parler de batailles culturelles.

Principaux éléments de la discussion

91 Essonne (Catherine Fayet) informe que l'inter fonctionnait très bien à 6. Le 4 mars, seulement FSU et Solidaires étaient présents à la réunion. L'absence de la CGT est un signe, il a été décidé la distribution de tracts, un rassemblement le matin à la préfecture. Mais un rassemblement sur l'hôpital de Saclay (en grève actuellement, avec des morts ayant suscité une enquête pour savoir s'il s'agit d'un défaut des urgences) est à l'initiative de la CGT santé et du comité hôpital où nous sommes, donc la CGT ne fait rien d'autre. FO a expliqué leur absence par courrier.

Gérard Gourguechon : le responsable CGT, en réunion du G9, nous a vendu l'action de l'Essonne avec les seuls retraité·es du G9. En fait c'est faux.

14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès) à la réunion du G9, la CGT avait tout prévu et organisé la

venue sur Caen aussi de toute la Haute-Normandie, pour un rassemblement de 11 à 14 h devant l'ARS. La Basse-Normandie (Manche) viendra ou pas ? FO était absente à la réunion. Solidaires a invité SUD Santé sociaux qui est concerné et devrait intervenir, il y aura la distribution du manifeste sur le droit à mourir.

94 Val-de-Marne (Carine Delhostal), le G9 avec FO a prévu d'être reçu par l'ARS le 6 mars, la CGT a dit qu'elle n'y participerait pas. Mais la réunion a été annulée par l'ARS. Le Val-de-Marne ira à Paris. Pour le 20 mars, il n'y a pas eu de réunion, chaque organisation fait dans son coin. Nous avons de bonnes relations avec les autres organisations, mais ça recommence à se passer mal avec la CGT.

75 Paris (Geneviève Mérand) : la réunion G9 s'est bien passée, la CGT a mis de l'eau dans son

vin aigre. Solidaires a exprimé ses exigences : être deuxième dans le cortège, faire ce qu'on veut dans notre cortège. Il y a eu accord pour la prise de parole des sans-papiers (sinon « nous aurions pris nos responsabilités », comprendre : nous l'aurions fait tout de même), distributions des tracts au « Salon des seniors » avec beaucoup de discussions, les gens étant bien au courant des évolutions négatives.

25 Doubs (Yveline Bahy) : La CGT retraités veut accaparer l'effectif du groupe « multipro CGT retraités » qui serait un petit peu en dehors de la ligne directrice. Solidaires a provoqué une réunion que la CGT a fini par convoquer pour tout le monde, y compris la multipro qui n'a pas répondu à l'invitation. Il y avait FSU et Solidaires qui ont entendu l'info de la CGT d'un regroupement à Dijon avec bus. Solidaires a demandé quelque chose sur Besançon mais l'UD CGT a répondu qu'ils seraient à Dijon et nulle part ailleurs. L'UDIRS 25 a donc décidé de diffuser le tract national avec tous les logos sur les marchés et d'un communiqué de presse pour informer de ceci.

59 Nord (Didier Delinotte) atteste aussi de la dégradation du climat avec la CGT. Il est prévu un rassemblement à 11h pour un départ en manifestation à 14h. L'audience en préfecture avait déjà eu lieu le lundi. L'UD CGT appelle à la manif, ce ne sera pas une manif retraité·es classique. La CGT a organisé les distributions de tracts et demandé aux autres de les appuyer

SUD-Rail (Anne Millant) : Il semblerait que certaines OS, à la suite de la décision de Bayrou de ne pas toucher à la réforme de la retraite à 64 ans, aient décidé de profiter de l'action des retraité·e·s du 20 mars pour protester, d'où l'éventuelle présence de responsables nationaux au rassemblement parisien du 20 mars ?

44 Loire-Atlantique (Yves Le Lann), la CGT a convoqué le G9 le 3 mars, après avoir distribué son tract sur le financement de la Sécu. Les échanges francs et musclés sur cette pratique ont eu lieu entre les organisations, FO est venu expliquer pourquoi elle n'appelait pas. Le tract national G8 a été repris, amendé (opposition à l'utilisation du mot connoté

« reconquête »), la rédaction améliorée, la CGT a expliqué en s'excusant la nécessité d'organiser les bus plusieurs mois en avance, qu'elle n'était pas capable d'organiser sur la grande Région (les militant·es ne sont pas d'accord pour déplacement). Il y aura donc deux manifs dans le département (Nantes et Saint-Nazaire). Le tract est axé sur les problèmes « santé » du département. La CGT a lu le tract à un comité de l'ARS, les tracts unitaires ont été diffusés sur les marchés.

Gérard Gourguechon précise que la CGT, le 12 mars, lui a dit que Solidaires avait eu satisfaction sur ses demandes à Paris, y compris pour la prise de parole des sans-papiers. Le rassemblement commence à École militaire, puis la manifestation ira jusqu'au ministère de la Santé, puis la manifestation ira jusqu'à Varenne où la délégation au ministère rendra compte.

94 Val-de-Marne (Philippe Barre) informe qu'un sans-papier, qui a repris le travail comme les autres, interviendra à côté de Jean-Louis Marziani.

14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès) précise et depuis l'affaire Orpéa et un rassemblement devant l'ARS, elle avait rencontré l'ARS puis a demandé une nouvelle rencontre pour faire le bilan 2 ans après. Le rendez-vous a été accepté pour 9 h 30, la CGT voulait imposer à l'ARS un report en milieu de matinée, les autres OS ont dit non, compte-tenu de la difficulté d'obtenir un rendez-vous.

Gérard Gourguechon : quelle suite au 20 mars ? Solidaires a réussi à obtenir du G9 une manifestation mais a regretté que ce soit dans un quartier sans population. La CGT a répondu que les ministères étaient dans des endroits peu visibles. Demandons-nous la prochaine fois de manifester à Saint Lazare ?

Patrice Perret pense que la prochaine action portera sur les droits familiaux et la réversion, le gouvernement a confié au COR et son président réactionnaire la tâche d'y réfléchir et de proposer des évolutions. Pour la réversion, à budget constant, l'extension aux couples non mariés serait payée par la diminution des pensions pour d'autres...

Contexte politique, économique, social, syndical, environnemental

Gérard Gourguechon raconte comment il a été amené à rédiger sa note (datée du 26 février 2025), en constatant, dans les BN et CN de Solidaires, l'absence de réflexion de fond sur l'arrivée de

Trump et Musk au pouvoir aux États-Unis, le pays le plus riche et le plus armé de la planète, ce qui annonce une nouvelle phase du développement du capitalisme.

Gérard ajoute les parties non développées dans sa note qui va être progressivement complétée.

L'extrême-droite est déjà au pouvoir dans plusieurs pays, mais maintenant, c'est dans le pays le plus riche et le plus armé de la planète, et c'est plus que l'extrême-droite, c'est une révolution culturelle, la suprématie des États-Unis sur le monde, ... ce qui bouscule tout avec des conséquences comme le vote à l'ONU des États-Unis avec la Russie et la Corée du Nord, les attaques contre le Canada, contre l'Europe qui veut contrôler les réseaux sociaux, bientôt peut-être contre l'art dégénéré et pour l'officiel, les mots interdits, le soutien aux dictatures et au tapis de bombe d'Israël sur Gaza ... C'est énorme et cela mérite que l'on y réfléchisse. C'est un bouleversement mondial qui bouscule tout, en Europe, sur l'ensemble du continent américain, en Asie, dans le Pacifique, au Moyen-Orient, etc.

La plus grande « démocratie du monde » s'allie avec l'ennemi héréditaire russe. Cela provoque un désarroi dans les esprits. Les personnes qui étaient proches de la Russie, peut-être en souvenir de l'URSS, et aussi contre « l'ogre capitaliste », doivent être désemparées de voir Poutine s'accorder avec Trump. De même, les personnes qui se disaient proches « des Américains », une « grande démocratie » qui nous protège des Russes doivent être perdues de voir maintenant le président des USA préférer Poutine à ses anciens alliés.

Cela concerne le syndicalisme, et Solidaires car cela a des conséquences sur nous : l'interrogation sur le renforcement du budget de la défense, ce qui pose la question de payer plus, sachant que ce ne seront pas les riches selon les déclarations de Macron, preuve que, pendant les crises du capitalisme, pendant la guerre, la lutte de classes continue (Macron a précisé qu'il n'y aurait pas d'augmentation des impôts ; Sarkozy, en 2008/2009, après la crise financière, a fait payer la population pour sauver les banques, les dettes privées des banques sont devenues des dettes publiques que nous devons toujours payer avec nos impôts, pendant que les banques peuvent continuer de spéculer et que les multinationales continuent d'échapper à l'impôt).

Cela percute nos revendications. Les patrons, le gouvernement vont nous dire que c'est indécent de revendiquer « pendant la guerre ». Le président du COR, bien réactionnaire, veut nous faire travailler plus en mettant fin aux 35 heures et en repoussant l'âge de départ en retraite.

Nous devons aussi débattre collectivement de cette situation et de ses conséquences car ceci vient nous interroger sur la hiérarchie de nos valeurs. Nous

sommes pour la démocratie, partout, pour la justice sociale, fiscale, environnementale, etc., pour l'extension des libertés pour toutes et tous, contre tous les racismes, contre la stigmatisation de toutes les minorités, nous sommes pour la paix et contre la guerre, nous sommes pour le droit des peuples, de tous les peuples, à disposer d'eux-mêmes. Mais, déjà au moment du début de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, nous avons vu qu'il nous fallait aller plus loin que cette seule énumération de « nos valeurs ». Cette situation continue et s'accroît. Dire, en mars 2025, par rapport à la guerre en Ukraine, que nous sommes « pour la paix et contre la guerre », si ça veut dire qu'il faut cesser le feu et que c'est le « sort des armes » qui tranche, ça voudrait dire que nous ne sommes pas pour le droit de tous les peuples à disposer d'eux-mêmes, que ça pourrait être valable pour la Nouvelle-Calédonie, mais pas pour l'Ukraine. Dire que la Russie serait justifiée à revendiquer le territoire ukrainien car, dans le passé, l'Ukraine et la Russie ont été regroupées, alors ça donnerait raison aux nostalgiques de l'Algérie française, car elle a été « française ». Ou dire encore que c'est normal que la Russie réagisse car elle se sent menacée et veut avoir un « glacis de sécurité » à ses frontières, ce serait faire fi, de nouveau, à la valeur du droit de tous les peuples de décider de leur avenir, même quand ils sont à la frontière d'un pays plus grand et plus puissant qui a des visées impérialistes. Qu'est-ce qu'être pacifiste aujourd'hui ?

Nous devons en débattre syndicalement aussi car c'est important, quand on ne sait pas, quand on est perdu, d'essayer de mettre des mots sur les choses, et d'en parler avec d'autres. Le syndicat peut être aussi un outil pour ce genre de thérapie et d'aide à vivre.

Nous le voyons chaque jour un peu plus, ce qui se passe aux États-Unis en ce moment, c'est plus que l'extrême-droite qui arrive au pouvoir, c'est la convergence de différents courants, c'est l'addition de plusieurs idéologies et intérêts. La liste s'allonge, : Trump le milliardaire soutenu par les pétroliers, Musk avec les entreprises de la Silicon Valley et l'intelligence artificielle, Vance et la réduction de l'État pour que les milliardaires gèrent le pays.

Trump a voulu répondre à la partie de la population qui a peur d'être déclassée, d'être limitée par

la prise en compte de l'environnement, par l'établissement de normes, par le respect du social. C'est le rêve d'un « retour » fantasmé, à une Grande Amérique : Make America Great Again, MAGA. Les autres pays auraient vécu au détriment des États-Unis : l'Allemagne sans armée bénéficiait de la protection des États-Unis et pouvait développer ses industries. « Les autres » auraient vécu des largesses des États-Unis, et les droits de douane vont régler tout ça.

Les États-Unis veulent développer l'intelligence artificielle et donc mettre la main sur les métaux rares en se partageant le monde, pour le moment avec la Russie, c'est l'impérialisme triomphant, c'est la suite de la conquête de l'Ouest au détriment des autochtones (tués à 95% puis parqués), ce sont les pays et îles limitrophes ou éloignés, qui sont intégrés aux États-Unis (Texas, Alaska, puis dans le Pacifique, dans les Caraïbes), c'est la tentative de s'emparer du Canada en prenant la place des Anglais (déjà combattus avec La Fayette).

L'élection de Trump s'est faite sur la base d'un électorat majoritairement réactionnaire qui repose sur 100 millions d'évangéliques qui ont de l'importance, contre les droits des femmes et les droits humains, ils pensent que la Terre est récente, voire plate. Trump porte son discours, met Dieu à toutes les sauces.

En France le triptyque Liberté, Égalité, Fraternité permet plus ou moins de vivre ensemble en trouvant un équilibre entre les trois, « équilibre » toujours remis en cause et jamais certain. Les États-Unis mettent la « Liberté » au-dessus de tout, depuis leur Constitution qui date de 1787, d'avant 1789 et qui reste toujours valable avec des amendements apportés notamment en 1791. Penser et affirmer que la Terre est plate fait partie de la liberté d'expression.

Toute la Silicon Vallée a suivi Trump et leurs réseaux sociaux martèlent la vérité à la population mondiale, sans limite ni contrôle car cela diminuerait la liberté. Les « libertariens » n'ont rien à voir avec liberté et le monde libertaire, c'est le détournement des mots. L'idée de communisme n'avait rien à voir avec le communisme « réellement existant » du temps de Staline, le socialisme qui devait « changer la vie » n'a rien à voir avec le socialisme des partis qui avaient « changé d'avis ». Les libertariens, c'est le pouvoir des gros sur les petits, ce n'est pas un

Principaux éléments de la discussion :

44 Loire-Atlantique (Marc Lerbey) remercie Gérard pour la clarification de la situation. Trump et

homme, une femme, une voix, mais une action, une voix. Les services publics sont privatisés, les milliardaires ont plus de fortune, de patrimoine, de « PIB », que certains pays.

Trump a mis Musk à la tête du Doge chargé de donner des conseils pour licencier les fonctionnaires, pour diminuer les impôts, les contrôles et les régulations.

Pour faire fonctionner l'intelligence artificielle, il faut développer la pétrochimie (forer partout y compris pour les gaz de schistes), construire des centrales nucléaires, s'accaparer l'eau pour refroidir les data centers et les centrales nucléaires.

Trump refait le monde en transformant l'histoire, ferme des agences, met au chômage des experts et chercheurs que les autres pays veulent récupérer (est-ce pour supprimer la recherche ou la mettre sous contrôle des milliardaires ?).

La circulation des capitaux permet au marché de dicter sa politique, le TCE est passé contre le vote majoritaire de la population. La notation financière donnée par les agences de notation indique dans quel pays placer son argent, et chaque pays applique des contre-réformes pour avoir une meilleure note.

Les libertariens, c'est la loi du plus fort au niveau national et au niveau international. La loi du plus fort se voit en Ukraine, les pays Baltes craignent la Russie qui ne sera jamais rassasiée. Les États-Unis et la Russie se partagent le monde, la Chine n'est pas encore intervenue, mais elle pourrait prendre Taïwan...

Comment nous en arrivons là, après avoir perdu des batailles idéologiques et culturelles ? Le syndicalisme freine un peu les reculs. Aux États-Unis, les fondations pèsent beaucoup et diminuent le montant des impôts des milliardaires qui investissent et se font remercier pour leurs dons. Le financement des partis politiques est possible sans aucune limite, les milliardaires bénéficient ensuite de contreparties. La capacité des gauches à faire vivre des alternatives ne passe pas, les échecs décrédibilisent les alternatives. Le tournant de la rigueur en 1982 provoque toujours des dégâts.

Que faire face à cela ? Nous devons maintenir nos revendications.

Ce sont des idéologues proches de la folie qui remettent en cause tous les droits. L'anxiété monte

dans la population. La rencontre Trump Zelenski a été beaucoup regardée. Le partage du monde en trois transforme les autres pays en vassaux. La stratégie d'inonder le monde par des informations contradictoires occupe le terrain et fait disparaître le fond. Le DOGE a des conséquences sur la politique écologique (les balises sur les océans pour prévoir le climat sont à 55 % aux États-Unis, leur suppression accompagne la négation du dérèglement climatique). L'absence de résultat économique de Trump pourrait faire changer la population. Trump et son équipe priants ensemble font penser aux mêmes scènes en Iran avec des turbans.

44 Loire-Atlantique (Jacky Chataigner) est frappée par les États-Unis, hier fer de lance de la mondialisation, qui fait tout péter aujourd'hui. L'alliance de la Silicon vallée avec l'extrême-droite est-elle dans l'intention d'utiliser et de dompter la bête ? Si oui, elle se trompe. C'est le capitalisme sans limite, la loi du plus fort. La crise climatique serait un canular alors que les États-Unis sont le pays qui émet le plus de gaz à effet de serre et de pollutions. Trump veut arrêter les membres de la cour pénale qui ne soutiennent pas sa politique. L'Ukraine est mise en avant, mais la situation en Palestine est dramatique. L'agence des réfugiés UNWRA et l'USAID sont remises en cause. La stratégie du choc traumatise la population pour faire passer des régressions. Macron revient dans l'actualité en chef de guerre. Le syndicalisme doit prendre en compte les implications d'une « économie de guerre » qui ne saurait se traduire par de nouvelles attaques contre le salariat, qui impose des économies ailleurs. Nous devons réfléchir à la dissuasion nucléaire, à l'armement, au pacifisme qui ne doit pas laisser faire la loi du plus fort. Un mouvement social subsiste aux États-Unis, quelle sera la résistance ? Elle ne viendra pas des démocrates. Le texte accuse les bolcheviks, il faudrait mettre les staliniens.

SUD-Rail (Christian Mahieux) revient sur l'interrogation « sont-ils cinglés » ? C'est pareil que pour les attentats dits « terroristes » qui, souvent, s'accompagnent de questions sur la santé mentale de personnes qui vont tuer d'autres personnes. Oui, certainement, il y a une part de folie dans tous ces cas. La dissuasion nucléaire repose sur des personnes rationnelles. La dissuasion nucléaire aux mains de cinglés est inquiétante, malgré les quelques contrôles existants avant d'appuyer sur le bouton. Pour poursuivre les réflexions de Marc, sans doute faudrait-il retravailler sur le lien entre religion et état autoritaire, et donc sur le rôle des

religions. Nos réflexions sur l'alliance des extrêmes-droites au pouvoir dans plusieurs pays doivent éviter de passer par des discussions sans fin sur les mots comme fascisme, néofascisme... le mot extrême-droite convient très bien. Comment concilier le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, donc par exemple la livraison d'armes à l'Ukraine, et nos perspectives d'émancipation sociale qui ne peut pas passer par le surarmement du monde ? Les syndicalistes ukrainiens sont engagés dans la guerre. Les États-Unis disent cesser les livraisons d'armes, en notant que, comme pour les pays européens, les annonces successives ont toujours été au-dessus de la réalité. Nous avons besoin de réflexions comme celle initiée par l'UNIRS. Au sein de la commission internationale de Solidaires, nous avons pris l'initiative d'une réunion avec Bernard Dréano du CEDETIM et Patrice Bouveret de l'Observatoire des armements, qui a donné quelques éléments pour déconstruire les questions autour de l'armement : la nécessité de trouver des milliards en urgence est une connerie, car ils n'auraient des conséquences qu'à l'horizon 20 ou 30 ans, sans rien changer aujourd'hui. Les F35 sont une opération capitaliste, ils ne servent pas dans la guerre car il ne faut pas casser cet outil très cher, dont la maintenance coûte cher aussi et qui est entre les mains du constructeur américain. La résistance populaire, dont syndicale, ukrainienne a montré qu'un drone est bien moins cher est aussi efficace. Il faut prendre l'argent aux riches et utiliser les 300 milliards d'avoires russes appartenant aux oligarques, aujourd'hui « gelés » en Europe. La question n'est pas sur le droit légal de spolier les capitalistes (ce sont eux qui font les lois !), mais le droit légitime d'aider l'Ukraine. L'impérialisme du régime actuel en Russie a commencé avec la Tchétchénie à la fin des années 90 et n'a pas cessé depuis (Géorgie en 2008, Ukraine en 2014, Ukraine encore en 2022...). Le cessez le feu ne garantit rien. La Russie occupe une partie de l'Ukraine, mais son offensive est en échec. Les États-Unis représentants du « monde libre » n'est pas la vision de l'Amérique du Sud et Centrale. On parle des capitalistes qui affaiblissent l'État : en fait, il s'agit de contrôler l'État, de l'utiliser de façon différente. Le syndicalisme doit continuer à soutenir les syndicalistes ukrainiens, rencontrer ceux de Russie, faire connaître les résistances aux États-Unis, discuter de l'armement et du contrôle des usines. Si la livraison d'armes à Israël et autres pays autoritaires cessaient, cela ferait des moyens disponibles pour l'Ukraine.

SUD-Rail (Anne Millant) : En premier lieu, choquée de cette explosion de haine envers la démocratie et les droits de l'homme, y compris de la part de citoyen·ne·s qui auraient tout à gagner à ce que la démocratie perdure. Ensuite, il est très perturbant d'entendre des responsables politiques, au nom de la liberté d'expression, affirmer que la vérité n'est qu'une alternative comme une autre ; ceci, pour des cartésien·ne·s complexifie la possibilité de s'exprimer puisque les informations les plus malhonnêtes ont la même valeur que tout le reste. Concernant le risque militaire que représente la Russie à notre égard, cela semble peu probable ; par contre, Poutine a d'autres moyens de déstabiliser les pays européens, en finançant des partis (d'extrême droite) qui comme lui haïssent la démocratie et les droits humains et organiser ainsi le chaos. Ce qui nous interpelle, c'est qu'aujourd'hui les USA pourraient faire la même chose en Europe. Ces « partis de l'étranger » comme on pourrait appeler l'AFD et le RN font semblant de défendre la démocratie pour arriver au pouvoir, mais fréquentent des organisations politiques ouvertement antidémocratiques. Sur la question d'une guerre prochaine, on peut surtout craindre une guerre d'accaparement des ressources, de toutes les ressources (fossiles, terres rares, eau ...), car, si l'on a pu espérer que des États responsables tentent de mettre en place des politiques qui visent à sauver la planète, il apparaît que les plus puissants des capitalistes font pression pour que les ressources soient exploitées jusqu'au bout, quoiqu'il en coûte pour l'environnement. Enfin, sur la disparition de l'État, pas tout à fait, car demeurent les forces de répression (armée, police, milices) pour casser les révoltes populaires. Quant au chaos, on sait que les dictatures en font leur mode de gouvernement.

59 Nord (Didier Delinotte) remercie Gérard. C'est plus qu'un bouleversement, c'est du jamais vu, c'est la négation des Lumières, la fin du Darwinisme, la montée d'une fière ignorance, la disparition des valeurs d'humanisme, le droit du plus fort. L'extrême-droite mondiale concerne tous les continents. Des signes encourageants émergent : les réactions du marché aux États-Unis, l'augmentation de l'inflation, les luttes notamment des chercheurs et des salarié·es de l'automobile. Orwell illustre bien l'inversion des valeurs : dans son roman « 1984 » il décrit le monde de demain avec un ministère de la Vérité qui pratique le négationnisme historique et où le vrai devient faux et le faux est décrété vrai. Nous y sommes désormais aux USA. La pétition de Convergences services publics est contre l'économie de guerre. La réindustrialisation

du pays ne doit pas être celle de l'armement. Le pacifisme cautionne des situations dramatiques, mais l'armement n'est pas non plus la solution. Il faut renforcer le syndicalisme.

SUD PTT (Philippe Cornélis) : le bouleversement mondial justifie l'économie de guerre et les « réformes », la remise en cause de notre état social qui ne passaient pas. Cela peut conduire à des attitudes de pacifisme bêlant et à faire monter l'extrême-droite. Une vision critique au réarmement est nécessaire, avec un financement utilisant les avoirs russes. Le partage du monde en trois, c'est une idée et une pratique qui avancent, quelle est la place de L'Europe ? Ils sont pour la liberté d'expression, mais bannissent les mots femmes, Lgbt, climat, ... et les recherches sur la médecine, le climat, ... Le nouvel âge de l'impérialisme ? Ce peut être aussi sa crise, les États-Unis cherchent à retrouver leur poids mondial. Les Chinois ont accaparé discrètement des matières premières.

14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès) : le discours de Trump sur « forez », la dépendance des énergies fossiles va vers une dépendance vers les métaux rares indispensables à l'armement et aux réseaux. L'extractivisme monte aussi en France (mines abandonnées). Le coût écologique de l'armement est négligé, tout comme les destructions qu'il entraîne à Gaza, en Ukraine et ailleurs. L'indispensable sobriété nous concerne en tant que syndicat, il ne faut pas avoir peur d'une sobriété raisonnée, car la disparition des énergies et des métaux rares nous entraîne déjà vers la pénurie.

75 Paris (Geneviève Mérand) : Marx nous a appris que « les conditions d'existence déterminent la conscience ». La politique écologique fait peur alors que les conséquences de l'inaction ne pèseront que plus tard. Les États-Unis commencent à bouger car Trump et Cie sont allés vite en bousculant celles et ceux qui ont cru ses mensonges, qui en constatent maintenant toutes les conséquences. L'état du Vermont, le territoire où Bernie Sanders a été élu et où il circule beaucoup, voit de nombreux meetings avec du monde. Trump, Musk et Vance, et Poutine sont fous ce qui n'empêche pas qu'ils soient redoutablement intelligents et porteurs d'une conception de la société et du monde, ils croient que leurs mots sont la vérité, mais beaucoup de citoyens et citoyennes finissent par comprendre que ce sont des mensonges. Pour Trump, Dieu c'est lui. Peut-être ne faut-il pas analyser la situation uniquement par le biais de la géopolitique mais aussi en termes de choix de société : Javier Milei va voir Trump et le soutient, Mélonie également. Macron

est du côté du plus fort, est un des chefs de guerre. Le syndicalisme doit se battre avec ses arguments. Marine Le Pen est plus discrète, dédramatisée. Mais Comme Guillaume Apollinaire nous le dit dans un poème écrit pendant la Première Guerre mondiale « il est grand temps de rallumer les étoiles » ... Ce n'est pas « la fin de l'histoire » ...

91 Essonne (Catherine Fayet) approuve la façon dont Geneviève présente les choses. Ils mettent en place une stratégie de peurs dans laquelle nous ne devons pas nous laisser piéger. Nous ne devons pas renoncer aux revendications, subir le climat du conclave retraite. Il y a une différence quand l'extrême-droite est au pouvoir ou pas. Des échéances électorales arrivent, elles sont un enjeu.

14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès) rappelle l'histoire. Les acquis de 1945 ont été développés et imaginés pendant la guerre. Les gouvernants veulent faire taire la population pendant les guerres qui provoquent de nombreux morts et enrichissent ceux qui restent à l'arrière. Se taire est un piège. Il faut réagir avec sa tête et non sa chair.

44 Loire-Atlantique (Jacky Chataigner) : la presse présente l'Europe comme un îlot de démocratie, elle a produit le nazisme et le stalinisme, les

guerres coloniales. Il faut appliquer les mêmes principes, le droit des peuples à l'autodétermination et le respect du droit international malgré ses limites partout. L'impunité d'Israël n'est pas remise en cause. Il faut appliquer les mêmes principes partout, y compris en Palestine.

SUD-Rail (Christian Mahieux) : quelle utilisation de ce texte par Solidaires ? Une petite brochure diffusable dans le réseau militants, même avec des questions ? Solidaires a déjà « récupéré » le texte de Gérard en changeant l'entête. On peut travailler sur le texte discuté aujourd'hui, le compléter, puis le diffuser dans l'Unirs, le proposer dans Solidaires.

91 Essonne (Catherine Fayet) informe que le 91 a tenu son congrès la semaine dernière, où l'Udiris a proposé une motion sur l'arrivée de Trump. Des jeunes ont posé des questions. Le débat a été programmé.

25 Doubs (Yveline Bahy) : le texte est génial et dense, il faudrait un résumé qui conclut sur la défense de nos valeurs syndicales, sur la lutte contre l'extrême-droite. Elle va proposer le texte tel quel à des adhérent·es.

(Tout le monde conçoit qu'une synthèse très courte sur un tel sujet s'avère difficile).

Gérard Gourguechon répond dans l'ordre à des questions :

- Les personnes aux États-Unis doivent avoir honte de la politique de leur pays, certaines ne s'expriment plus sur Internet, par peur.
- Nous sommes un pays laïc, mais nous avons le droit de dénoncer les obscurantismes.
- Des thèmes doivent être abordés, l'arme nucléaire qui nous fait peser un peu dans le monde, alors que nous sommes contre le principe de l'arme.
- Les régimes autoritaires : mettre en avant le déterminisme social.
- Les avoirs russes ? La révolution russe de 1917 a annulé les emprunts russes. Les capitalistes mondiaux sont d'accord entre eux et se protègent les uns les autres en respectant la propriété de l'argent.
- L'affaiblissement de l'État ne concerne pas les forces répressives.

- Pascal disait que la force s'impose à la justice. Orwell sera ajouté aussi, et Apollinaire.
- Renforcer l'aspect des évangélistes et leur vision du monde.
- Une guerre civile aux États-Unis ? La sécession du Vermont ? Le stalinisme immuable s'est dissous...
- Réfléchir pour ne pas subir.
- Ça bouge aux États-Unis.
- Notre combat contre l'extrême-droite est plus que jamais indispensable.
- On peut travailler sur le texte, le diffuser dans l'Unirs, le proposer à Solidaires même si des structures nous mettent en cause. Le premier texte envoyé le 26 février est déjà complété et il sera encore enrichi par nos échanges de ce C.A.

Réflexions sur notre développement, notre fonctionnement, notre démocratie interne, etc.

Patrice Perret rappelle que nous avons déjà abordé, dans le bilan de l'AG, de faire circuler les documents pour une formation des retraitables (type Amiens) et d'élaborer collectivement la note mensuelle de l'Unirs.

Lorsque l'adhésion d'une personne en retraite est refusée par un département, devons-nous la prendre directement à l'Unirs dans une section nationale d'isolé·es, en informant le Solidaires local ? C'est une évolution politique qui demande réflexion.

Que faire pour que le Département réussisse à informer tous les retraité·es présent·es dans leur syndicat d'origine ?

14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès) ne connaît pas les retraité·es qui sont restés dans leur syndicat d'origine, qui ne sont pas au courant des actions des retraité·es. Jean-Pierre a participé (s'est fait inviter) au congrès du syndicat local de SUD Santé sociaux. Le Cefi local va organiser une session entre les structures susceptibles d'organiser des actions communes. Le calendrier militant comporte les actions, mais ce n'est pas suffisant pour agir ensemble. Il propose la double syndicalisation (professionnel et retraité·es). De fait, le lien du retraité avec son syndicat d'origine se distend et le transfert de l'adhésion aux retraité·es est un moyen de les garder à Solidaires.

Patrice Perret précise que la demande n'est pas de récupérer le fichier des syndicats locaux, mais d'avoir la certitude que les invitations à une réunion, les informations sur une action soient transférées aux adhérent·es retraité·es.

75 Paris (Geneviève Mérand) connaît des retraité·es ayant quitté l'APHP, certains viennent à

l'UDIRS Paris. Le syndicat APHP manque probablement d'argent, qui est quand même le « nerf de la guerre » ! Y a-t-il une peur des syndicats de perdre de l'argent avec l'éventuel choix d'un·e retraité·e de changer de syndicat ? Sachant qu'une forte proportion des « adhésions » se font par pré-lèvement automatique.

14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès) confirme, il a senti les réticences à transmettre l'info des activités des retraités par crainte de perdre des adhérent·es. Objectif : être efficace dans les mobilisations, ce qui n'est possible que par la transmission des informations. Mais des structures ne participent pas au Solidaires 14, l'interpro n'est pas naturelle alors que la Santé et la Sécu concernent tout le monde, comme d'autres problèmes. C'est par la presse que l'on a appris la fermeture d'une usine où nous sommes implantés, mais où le syndicat membre de Solidaires n'a donné aucune information.

Décision : l'Unirs accepte les isolé·es refusé·es par le département dans une section des isolé·es au niveau national. La gestion de ces adhésions individuelles sera effectuée par la trésorerie nationale de l'UNIRS. Il conviendra de modifier en conséquence les Statuts.

Gérard rappelle que les Statuts ont été modifiés par une précédente AG. et qu'il a voulu les faire parvenir à la Préfecture, mais ceci devait se faire obligatoirement par internet et il n'y est pas parvenu. Il y a ce retard à rattraper. La prochaine AG modifiera les statuts pour créer une section des isolé·es refusé·es par le département.

Prochaine rencontre du RSISL

Christian Mahieux informe que le Réseau Syndical International de Solidarité et de Lutte tient une rencontre internationale tous les deux ans. Il a prévu sa 6^e rencontre du 13 au 16 novembre 2025 en Toscane (Italie). Christian y sera.

À cette occasion, nous pourrions organiser une réunion des retraité·es présent·es, si le nombre de retraité·es est significatif.

Pour une série de réunions publiques en France, un syndicaliste Argentin, de la CTA-T, sera présent en France le 31 mai et le 1^{er} juin (rassemblement au plateau des Glières, ce qui a un sens avec leur résistance au fascisme). Il reste en France jusqu'au 20 juin.

L'idée est de lui programmer un « tour de France » rationnel limitant les déplacements. Chaque département peut y réfléchir, assurer son déplacement et prévoir, si possible, un·e interprète.

Il y a quelques années, un camarade de la CSP Conlutas a effectué un parcours analogue pour témoigner de la situation au Brésil.

Des manifestations en Argentine sont réprimées, tout comme une manifestation de retraité·es à Buenos-Aires.

44 Loire-Atlantique (Jacky Chataigner) : le 44 se positionne pour le faire venir.

Gérard Gourguechon demande ce qui se passe dans la Serbie au gouvernement pro-russe.

Christian Mahieux informe que nous n'avons pas de contact direct, mais que nous recevons des infos via les militant·es de l'Ukraine. Le mouvement est porté par des étudiant·es, il est parti de l'effondrement d'une gare et du scandale de l'abandon des services publics. C'est exceptionnel, comparable au 22 mars 1968, c'est une véritable mobilisation de la population qui remet en cause le gouvernement. Les étudiant·es ont mis en place des cours autogérés.

Nous avons des relations indirectes avec eux, gérées par des retraité·es de Solidaires, ce qui est parfois gênant compte-tenu de la différence d'âge.

44 Loire-Atlantique (Jacky Chataigner) évoque l'importance de l'évolution de la situation kurde, le PKK a renoncé à l'action armée. L'AG de Solidaires 44 a validé une contribution de 500 euros qui sera reversé au délégué du syndicat palestinien des postes qui assistera au congrès national de Sud Ptt à St Jean de Monts

Suite de nos échanges sur la Sécurité sociale alimentaire.

Gérard Gourguechon rappelle que nous devons préciser la position de l'Unirs :

- Faut-il une branche supplémentaire pour répondre à ce besoin vital, dans le cadre des principes de la Sécu qui veut couvrir l'ensemble de la population sur l'ensemble des facteurs d'insécurité ? Ou bien comme le PCF, faire en sorte que la Sécu joue tout son rôle et que chaque personne dispose d'un revenu décent pour manger correctement, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui et est compensé par des associations caritatives.
- Des échanges ont eu lieu lors d'une réunion publique organisée par la CNL le vendredi 14 mars où Gérard a représenté Solidaires. Des interventions disaient qu'il fallait déjà bien faire fonctionner la société et la Sécu. Juridiquement, l'alimentation rentrerait dans le cadre de la Sécu. : ce serait conforme à l'esprit de l'exposé des motifs de l'Ordonnance d'octobre 1945 mettant en place la sécurité sociale.
- Quels objectifs donner à la SSA ? Cela demande de lutter pour la culture bio, contre les multinationales de l'agro-industrie, ce qui repousse aux calendes grecques la SSA. À l'époque de 1945, la socialisation de la santé et du médicament n'étaient pas visés, la Sécu « limitée » a été mise en place. De même, nous pouvons seulement donner à manger aux personnes ayant faim, en les questionnant sur leurs revenus et la composition de leur famille. Et donc ne pas donner à tout le monde par manque de moyens.

- Un projet consiste à financer pour pouvoir donner tous les mois 150 euros à toutes les personnes vivant sur le territoire national (potentiellement tout le monde). Quel financement pour ce nouveau besoin ? Par le secteur agro-alimentaire, avec des commerces agréés acceptant une « carte vitale » approvisionnée de 150 € par mois ? Et une taxe sur l'ensemble des activités du pays ?

SUD-Rail (Anne Millant) rappelle que ce débat a déjà eu lieu dans le cadre de nos réflexions sur l'autonomie. La cotisation est juste, on demande davantage aux riches, et on donne la même chose à tout le monde et on crée une SSA universelle, ce qui évite de stigmatiser les démunis. L'agrément de magasins lui semble compliqué, il faut faire simple pour faire quelque chose maintenant.

75 Paris (Jean-Yves Lefort) : toute la fourniture de l'alimentation repose aujourd'hui sur de petites structures de personnes volontaires, généraliser serait plus compliqué. L'aide alimentaire s'accompagne de réflexions en cours sur l'accès aux droits. Les fonds européens s'arrêtent en 2027. La qualité est « mieux manger pour tous », pas seulement consommer les surplus. Le Secours Populaire cherche des producteurs locaux pour des partenariats. Avec la lutte contre la précarité, avec des revenus décents, il n'y aurait pas de problème d'alimentation. La formation à l'alimentation est nécessaire pour utiliser des produits frais de saison, ce à quoi les personnes aidées sont réceptives. La confédération paysanne traite aussi le problème de la

production alimentaire, avec une juste rétribution du producteur. Les personnes aidées ne se sentent pas stigmatisées lorsque l'accueil est bien organisé. Des choses bougent dans le traitement de l'alimentaire. De bons aliments ont des conséquences sur la santé, sur la psychologie. Les sans-papiers font partie des précaires. Les surplus des Amap sont récupérés par des associations, mais on reste en local limité.

14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès) l'objectif est inaccessible, mais il y a urgence pour la prise en compte de l'alimentation par des associations caritatives. On peut revendiquer de meilleurs revenus, mais les précaires passent à travers. Ce n'est pas le choix effectué en 1945 pour mettre en place l'assurance maladie, universelle sans conditions de revenus. On peut améliorer la situation quotidienne des personnes en précarité alimentaire, même si nous ne leur fournissons pas des produits bio. C'est en faisant qu'on avance, sans attendre l'objectif final lointain. Les associations ont des finances contraintes et ne donnent qu'aux personnes les plus dans le besoin. Si on ne met pas le doigt dans l'engrenage, on risque de ne rien faire.

25 Doubs (Yveline Bahy) : la carte « vitale » n'est pas acquise, le but est bien que tout le monde cotise selon ses moyens et bénéficie de la carte. Une trentaine d'expérimentation ont lieu en France. La SSA améliore la santé et réduit les dépenses de santé. Une association est présente au pied des immeubles et donne un chèque de 30 € et commence à être financée par le ministère de la solidarité. Il est demandé 15 millions d'euros pour expérimenter la SSA.

75 Paris (Geneviève Mérand) pense qu'il faut présenter la SSA comme un palliatif dans l'attente d'un changement de société et de salaires corrects. Il serait préférable qu'il n'y ait pas besoin d'aide pour manger à sa faim et correctement.

59 Nord (Didier Delinotte) : Bernard Friot voyait un système pérenne.

Gérard Gourguechon : à la réunion organisée par la Confédération Nationale du Logement (CNL), une sénatrice EELV a informé que le Sénat a voté une loi permettant l'expérimentation sur quelques années dans un département. Il faudrait qu'à terme, ce soit le droit constitutionnel à l'alimentation qui permette un recours des personnes n'y ayant pas accès. Les Amap concernent peu de monde mais certaines offrent un panier gratuit aux précaires, en utilisant l'argent des personnes ayant les moyens de cotiser. Et les gens ne bénéficiant pas de la Sécu comme les sans-papiers, les mineurs non accompagnés devenant majeurs, les personnes victimes des difficultés de prolongement des cartes de résidents qui fait perdre le boulot et la Sécu ? Lier la Sécu et la SSA fait perdre l'accès à l'alimentation. Il n'y a pas universalité de la santé.

Décision : Gérard Gourguechon complètera la fiche et l'enverra à la commission protection sociale. L'idée est que cela ne devrait pas exister, mais qu'un palliatif s'impose.

Suite de nos échanges sur le contenu du 100 % Sécu.

Patrice Perret rappelle que l'Union syndicale Solidaires devait engager une telle réflexion à partir de propositions formulées par la Commission « Protection sociale » de Solidaires. La commission (où peu de structures participent, la moitié des membres sont en retraite) et le Comité National de Solidaires souhaitent des réflexions et un débat. Mais cela avance peu. Nos réflexions pourraient relancer la machine.

Le 100 % Santé est revenu en discussion dans le G9 lorsque la FSU a proposé l'expression « 100 % Santé pour tous les soins prescrits ». Nous nous y sommes opposés car cela exclut le 100 % Santé pour le médecin et les spécialistes, qui font payer de plus en plus des dépassements d'honoraire. Nous souhaitons le 100 % santé pour les prescripteurs, pour les soins prescrits, mais que pensons-nous de « l'hébergement » à l'hôpital ? Avant le forfait hospitalier, le patient ne payait rien. Nous

pourrions revendiquer le 100 % pour l'occupation d'une chambre, pour la nourriture « normale » (sans caviar).

Voulons-nous une sécurité sociale, un 100 % limité aux seuls salarié-es ? Ou une sécurité sociale ouverte à toutes les personnes vivant sur le territoire national ?

SUD PTT (Philippe Cornélis) : le 100 % Sécu concerne tout le monde, le forfait hospitalier n'existait pas, le patient ne payait pas. Le seul point à discuter est l'hébergement en Ehpad. On n'est pas chez soi, on doit payer l'hébergement, mais à quel niveau de revenu ? Les prestations ne posent pas problème, elles doivent faire partie du 100 %. Nous nous opposons aux dépassements d'honoraire, donc contre le fait de les payer. Il faut réduire le reste à charge.

SUD-Rail (Anne Millant) défend l'universalité du droit : tous les soins doivent être remboursés à tout le monde. Le forfait hospitalier, le ticket modérateur, les honoraires de dispensation sont les moyens mis en œuvre pour réduire les remboursements. Concernant les Ehpad, la construction ou la modernisation de ceux-ci ne peuvent être financés par les cotisations. De même que la professionnalisation du secteur de la dépendance, c'est du ressort de la fiscalité. Nous avons débattu du fait qu'une fiscalité juste permettrait de faire payer aux riches leur dû, et que des cotisations appliquées à l'ensemble des revenus du travail (salaires, pensions, actions, dividendes) permettrait là aussi que chacun·e paie en fonction de ses moyens - et aurait donc droit à la

couverture de ses besoins de santé. Il faut donc mobiliser à la fois la fiscalité et les cotisations pour parvenir à un 100% sécu pour les soins et la dépendance. Il n'est pas normal de « plumer » les résident·e·s en EHPAD en ne leur laissant que 10% de leur pension, (et ensuite les familles) c'est du racket. Nous avons aussi décidé que nous refusions la 5^e branche car d'une part elle serait très vraisemblablement siphonnée dès que l'État serait en difficulté budgétaire, mais aussi, sur le principe que la vieillesse est un aléa de la vie, comme la naissance, la maladie et que les soins apportés doivent ressortir de la même caisse, et du même principe d'universalité.

Divers

Congrès Solidaires Informatique

C'est du 2 au 4 avril à Nantes. Nous sommes invités à y intervenir 3 à 4 minutes pour y représenter l'Unirs. Les camarades de l'UDIRS 44 sont mandatés pour y aller.

Compte-rendu du CA

Le projet de CR sera désormais envoyé aux membres du CA qui auront 48 heures pour éventuellement rectifier leurs interventions et améliorer le reste.

Comité national de Solidaires

Celui d'avril a été repoussé d'une semaine, Patrice ne peut pas accompagner Gérard, c'est Christian qui ira.

Journée de rencontre des Solidaires locaux le 6 mai 2025

Nous pensions que l'ordre du jour comporterait l'adhésion des isolé·es et leur prise en compte dans Solidaires (versement d'une cotisation). Il ne semble pas que ce soit le cas, les ateliers seront les suivants :

- Activités d'un Solidaires local (et élections professionnelles)
- Construire une politique de formation interprofessionnelle
- Communiquer vers la presse et les médias
- Favoriser la démocratie dans le Solidaires local
- Les locaux du Solidaires local
- Sécuriser le Solidaires local et ses membres

Jean-Pierre envisage d'y participer pour le Calvados. Patrice demande au SN si la prise en compte des isolé·es sera discuté, si oui, il pense y participer.

Documents annexes à ce compte-rendu :

Plaquette sur la dette, présentée par Patrick Saurin :

« Qu'est-ce que la dette publique ? D'où vient-elle ? À qui profite-t-elle ? »

Note sur Trump et Musk de Gérard Gourguechon, datée du 26 février :

« Trump et Musk au pouvoir, une nouvelle phase du capitalisme ? »